

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du jeudi 19 décembre 2024

Membres en exercice : 26
Présents : 20
Procuration(s) : 1
Absent(s) : 5
Nombres de votants : 21
Votes pour : 20
Vote(s) contre : 1
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : lundi 9 décembre 2024

DELIBERATION N°DL_CP2024_0310

Relative à la signature d'un protocole transactionnel avec l'entreprise INGENIERIE BETON SYSTEME (IBS) dans le cadre du marché public de travaux de la PMI de Passamainty

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Madame Mariam SAID KALAME, Monsieur Ali OMAR, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Nadjima SAID, Madame Rosette VITTA, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Zaounaki SAINDOU

Conseiller départemental représenté :

Monsieur Soibahadine NDAKA donne pouvoir à Monsieur Ben Issa OUSSENI

Conseillers départementaux absents :

Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Monsieur Alain SARMENT, Madame Farianti MDALLAH, Madame Hélène POLLOZEC

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération n°DL AP2021 0197 du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection de monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Vu la délibération n°DL AP 2021 0203 du 19 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente ;

Considérant le rapport n°2024-2269 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;

Considérant l'avis de la Commission Administration générale, Transport et Transition écologique en date du 06 novembre 2024.

Après en avoir délibéré, par

20 voix Pour

1 voix Contre : Monsieur Daniel ZAIDANI

Le Conseil Départemental,

DECIDE

Article 1 : de valider le protocole transactionnel pour permettre le paiement à l'entreprise INGENIERIE BETON SYSTEME (IBS) sous-traitant de l'entreprise ACBTP titulaire d'un marché public de travaux de la PMI de PASSAMAINTY ;

Article 2 : d'attribuer la somme de vingt-trois mille quatre cent cinquante-deux euros et onze centimes (**23 452,11 €**) à l'entreprise IBS ;

	Montant
Le lot n°1 Entreprise ACBTP - démolition, terrassement et gros-œuvre PMI Passamainty	1 155 630,00 €
Prestations Sous-traitées à IBS - fourniture des matériaux de construction	340 930,42 €
Prestations effectuées et Payées à IBS	209 157,50 €
Prestations effectuées et non payées	23 452,11 €

Article 3 : d'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer le protocole transactionnel objet de la présente délibération ;

Article 4 : d'imputer ces dépenses sur le budget du Département ;

Article 5 : en application des dispositions de l'article R.421-1et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et son affichage » et sa transmission au Représentant de l'Etat dans le Département.

**Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental**

Ben Issa OUSSENI



PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

MARCHÉ DE TRAVAUX N°19174

RÈGLEMENT DE PRESTATIONS SOUS-TRAITÉES

EN APPLICATION DES ARTICLES 2044 ET SUIVANTS DU CODE CIVIL ET L.423-1
DU CODE DES RELATIONS ENTRE LE PUBLIC ET L'ADMINISTRATION.

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Le DEPARTEMENT DE MAYOTTE représenté par son Président Monsieur Ben Issa OUSSENI, domicilié en cette qualité au siège du département, sise au 8, Boulevard Halidi Sélémani – BP 101, 97600 MAMOUDZOU

Ci-après désigné « Département » ou « *Maître d'ouvrage* »

D'UNE PART,

ET :

L'entreprise INGENIERIE BETON SYSTEME, située au BP 429, Rue d'Achery, Carrière KANGANI- 97690 KOUNGOU

Représentée par son président-directeur général **Monsieur Théophile NARAYANIN**

Ci-après désignée « l'entreprise IBS » ou « le prestataire »

D'AUTRE PART,

Ensemble, ci-après désignées « *Les parties* »

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT

Dans le cadre de sa compétence en matière d'action sociale, le Département de Mayotte a lancé le marché public de travaux n°19147 portant sur la construction du bâtiment de la protection maternelle et infantile (PMI) de Passamaïnty.

Le lot n°1 ayant pour objet les prestations de démolition, terrassement et gros-œuvre a été attribué à l'entreprise ACBTP par notification en date du 12 septembre 2019, pour un montant de 1 155 630 euros HT. Ce marché public de travaux a été conclu pour une durée initiale de 7 mois, suivie d'une prolongation allant jusqu'au 21 septembre 2021.

Le 8 octobre 2019, une déclaration de sous-traitance a été conclue entre l'entreprise titulaire du marché public et l'entreprise INGENIERIE BETON SYSTEME (IBS). La sous-traitance portait sur la fabrication et la fourniture des matériaux de construction sur le chantier, pour un montant maximal 340 930,42€.

En application de l'article L.2193-10 du code de la commande publique, le sous-traitant s'est vu accorder un droit de paiement direct par le maître d'ouvrage.

Au cours de l'exécution des prestations, le sous-traitant a été payé dans le cadre des décomptes n°1 à 8, représentant un montant total de 209 157,50€.

Cependant, en raison d'une omission administrative par l'entreprise titulaire, les montants relatifs aux autres prestations réalisées par l'entreprise IBS n'ont pas été inclus dans les décomptes n°9 et 10. En conséquence, l'entreprise IBS réclame actuellement un paiement de 23 452,11 € pour les prestations non réglées.

Afin de résoudre cette situation, et en considération de l'expiration des délais contractuels initiaux, il est convenu que cette somme sera réglée dans le cadre d'un protocole transactionnel, négocié entre l'entreprise IBS et le Département de Mayotte.

Ce protocole vise à clore le différend concernant les paiements manquants des prestations sous-traitées dans le cadre de l'exécution du marché n°19147.

Conformément aux dispositions de l'article 2044 du Code civil, les parties conviennent de formaliser cet accord dans le présent protocole, qui intègre le préambule ci-dessus comme partie intégrante.

CECI AYANT ÉTÉ EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DU PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

Le présent protocole transactionnel a pour objet de régler les sommes dues au titre des prestations sous-traitées et réalisées par l'entreprise « INGENIERIE BETON SYSTEME (IBS) » dans le cadre du marché n°19147.

ARTICLE 2 : CONCESSION DU DEPARTEMENT

Au regard des éléments exposés en préambule, le Département accepte de verser à l'entreprise INGENIERIE BETON SYSTEME (IBS) la somme de Vingt-trois mille quatre cent cinquante-deux euros et onze centimes (23 452,11€) au titre des prestations sous-traitées.

Le Département s'engage à régler les sommes dues dans un délai de 30 jours à compter du jour de la signature du présent protocole par les deux parties.

ARTICLE 3 : CONCESSION DE L'ENTREPRISE

En contrepartie de ce protocole, l'entreprise renonce définitivement à exercer tout recours relatif à l'exécution du marché de travaux n°19147.

ARTICLE 4 : RENONCEMENT RECIPROQUE

A compter du règlement de la somme mentionnée à l'article 2, les parties renoncent chacune pour ce qui la concerne et de façon irrévocable à saisir quelque juridiction que ce soit de tout recours intéressant directement ou indirectement l'exécution du marché.

L'entreprise renonce à toutes les réclamations présentées à ce jour dans le cadre de l'exécution du marché de travaux et celle qui n'aurait pas été prise en compte dans le présent protocole et reconnaît que l'ensemble des réclamations, admises par les parties comme leur étant due, y sont intégrées.

Il est expressément convenu que chacun des parties conserve la charge des frais qu'elle a dû exposer pour défendre ses intérêts et parvenir à la présente transaction.

Article 5 : CONFIDENTIALITE

Les parties s'engagent à conserver la confidentialité de ce protocole et à ne pas le divulguer à des tiers au présent acte, sous réserve toutefois des contraintes liées au fonctionnement interne du DEPARTEMENT, des éventuelles demandes émanant de l'administration fiscale ou d'organismes bancaires pour la mainlevée des garanties, des divulgations nécessaires à l'accomplissement même de l'objet du présent protocole et des obligations de communication du DEPARTEMENT.

Elles s'engagent en outre à ne faire aucune divulgation qui serait de nature à porter atteinte à l'image et à l'intégrité des parties.

Tout manquement à cette exigence de confidentialité engagera la responsabilité de son auteur pour tous les préjudices susceptibles d'en résulter.

Article 6 : TRANSACTION

De commune intention, les parties reconnaissent que le présent accord vaut transaction au sens des articles 2044 et suivants du code civil.

A ce titre, elles reconnaissent expressément que conformément à l'article 2052 dudit code, le présent protocole transactionnel aura, sous réserve de sa parfaite exécution, de faire obstacle à l'introduction ou à la poursuite entre les parties d'une action en justice ayant le même objet.

Les parties déclarent que leur consentement à la présente transaction est libre et traduit leur volonté éclairée.

Elles reconnaissent avoir disposé du temps matériel nécessaire pour étudier, négocier et arrêter les termes de la présente transaction.

Les parties conviennent également que les engagements souscrits dans le présent protocole sont purement personnels et non cessibles.

En contrepartie de la signature du présent protocole, les parties se déclarent intégralement satisfaites et remplies de tous leurs droits à raison de la situation litigieuse à laquelle il est définitivement mis fin par le présent protocole, toutes causes de préjudice en relation avec le différend relatif au préambule présent protocole.

Article 7 : EXECUTION, CONTESTATION ET LITIGES

Le présent protocole prendra effet à compter de la date de sa signature par les parties.

Tout litige lié à l'interprétation, l'exécution et /ou la résiliation du présent protocole relèvera de la compétence du tribunal administratif de MAMOUDZOU.

Article 8 : DOMICILE ELU

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur siège sus-indiqué

Fait à Mamoudzou, en 2 exemplaires originaux

Pour l'entreprise

Pour le Département

Théophane NARAYANIN

Ben Issa OUSSENI

Annexe 1 : Déclaration de sous-traitance pour la construction de la PMI de Passamainty

Annexe 2 : Factures n°917768, n°917769, n°917770, n°917771, n°917771, n°917772, n°917773, n°917774, n°917775, n°917777, n°917779 et 917780 certifiées « service fait »